



Assemblée générale

Distr. générale
16 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Dix-huitième session

Point 2 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la visite du Haut-Commissariat au Yémen* **

Résumé

Une délégation du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) s'est rendue au Yémen du 28 juin au 6 juillet 2011 pour y évaluer la situation des droits de l'homme. Pendant plus de neuf jours de réunions et de consultations approfondies avec des représentants du Gouvernement et de la société civile dans les villes d'Aden, de Sanaa et Taïz, la Mission d'évaluation a pu constater que de nombreux Yéménites demandant pacifiquement davantage de liberté, la fin de la corruption et le respect de l'état de droit, étaient victimes d'un usage abusif et disproportionné de la force meurtrière par l'État. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'autres blessées ou mutilées.

En février 2011, des Yéménites sont descendus dans la rue soit pour demander des réformes gouvernementales soit pour soutenir le Gouvernement. En mars 2011, 53 personnes auraient été exécutées place du Changement à Sanaa, un événement qui a entraîné la démission de plusieurs ministres, ambassadeurs, députés, membres du Conseil de la Choura (Chambre haute), membres du parti au pouvoir, ainsi que la défection du Général Ali Mohsen Al-Ahmar, qui s'est alors engagé à envoyer ses troupes protéger les manifestants sur la place. En avril 2011, un cabinet d'union nationale a été constitué et accepté par la coalition d'opposition en mai 2011, mais rejeté par le Président. Fin mai 2011, après une émeute et le bref enlèvement d'agents de la sécurité, la place de la Liberté à Taïz a été évacuée de force par les agents de la sécurité nationale. Des tentes ont été brûlées et des dizaines de manifestants ont été tués. Des tribus voulant protéger les manifestants ont envoyé des sympathisants armés sur la place et occupé des bâtiments publics.

* Soumission tardive.

** Les notes de bas de page sont reproduites telles qu'elles ont été reçues, uniquement dans la langue originale.

GE.11-16003 (EXT)



* 1 1 1 6 0 0 3 *

Merci de recycler



Au moment de l'arrivée de la Mission au Yémen, plusieurs affrontements isolés, mais parfois interconnectés, se produisaient dans les grandes villes. Des manifestants pacifiques réclamaient des changements à l'instar d'autres protestataires dans cette région du monde, tandis qu'une lutte de pouvoir acharnée se jouait entre le Président Ali Abdallah Saleh et ses partisans d'une part, et ses opposants armés, y compris des membres présumés d'Al-Qaida, d'autre part. Des opposants politiques, y compris des transfuges récents, ont publiquement renoncé à recourir à la violence, recherchant une solution pour apporter des changements au régime.

La Mission a constaté que le Gouvernement yéménite avait perdu le contrôle effectif de certaines parties du pays et des grandes villes où des opposants armés semblaient avoir le contrôle de facto. Elle a également observé que certains de ceux qui cherchaient à prendre le pouvoir ou à s'y maintenir cherchaient délibérément à réprimer la population civile et à lui causer de graves difficultés en coupant l'accès aux services de base comme l'électricité, le combustible et l'eau. La Mission a pris acte du risque de voir les manifestations se radicaliser et la violence s'installer en riposte à l'usage abusif de la force meurtrière du Gouvernement, ainsi que de la participation croissante et des actes d'intimidation d'éléments armés parmi les manifestants. Néanmoins, elle a également noté que les manifestants parvenaient toujours à maintenir un caractère pacifique, malgré le nombre élevé de morts et de blessés graves. Elle s'est inquiétée de la dégradation de la situation humanitaire, qui frappe la majorité de la population, mais surtout les plus pauvres et les plus vulnérables, comme les enfants, les personnes déplacées et les réfugiés. La Mission s'est déclarée profondément préoccupée par l'instrumentalisation de l'accès à l'électricité, au combustible, au gaz domestique, à l'eau et à d'autres services de base pour causer du tort à toute la population. La Mission estime que l'absence de mesures d'urgence visant à assurer l'indépendance et l'intégrité du système judiciaire et lui allouer les ressources nécessaires affaiblira les demandes d'enquête et de poursuites judiciaires. De plus, compte tenu du manque de confiance de nombreux Yéménites dans la capacité du système judiciaire de réaliser des enquêtes impartiales sur les violations des droits de l'homme, il convient de diligenter des enquêtes internationales, indépendantes et impartiales.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	4
II. Méthodes de travail.....	4–7	4
III. Rappel des faits	8–29	5
A. Contexte politique et évolution récente sur le terrain	8–21	5
B. Forces militaires et de sécurité impliquées dans les attaques.....	22–27	7
C. Cadre juridique international	28–29	8
IV. Situation actuelle des droits de l’homme	30–71	9
A. Exécutions extrajudiciaires et utilisation excessive de la force	32–38	9
B. Arrestations et détentions arbitraires	39–42	10
C. Torture et autres formes de mauvais traitement.....	43–44	11
D. Droit à un recours effectif et au principe de responsabilité.....	45–47	11
E. Liberté d’expression et d’opinion	48–51	12
F. Liberté de circulation.....	52–53	13
G. Droit à un niveau de vie décent.....	54–56	13
H. Droit à la santé	57–59	13
I. Droit à l’éducation	60	14
J. Autres questions particulièrement préoccupantes.....	61–71	14
V. Conclusions et recommandations.....	72–90	16

I. Introduction

1. Face aux troubles généralisés et persistants au Yémen, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a demandé le 8 avril 2011 au Gouvernement yéménite l'autorisation d'envoyer une équipe du HCDH dans le pays pour évaluer la situation des droits de l'homme. Le Gouvernement yéménite a répondu favorablement à la demande de la Haut-Commissaire le 12 mai 2011¹.

2. Le mandat de la Mission d'évaluation (ci-après la «Mission»), tel qu'accepté par le Gouvernement yéménite, était le suivant:

- Procéder à une évaluation préliminaire de la situation des droits de l'homme à la lumière des événements récents, en vue de formuler des recommandations appropriées aux parties prenantes, y compris à la communauté internationale et aux parties responsables au Yémen;
- Nouer un dialogue avec un large éventail d'acteurs et se faire directement une idée de la situation actuelle des droits de l'homme au Yémen, s'agissant notamment des causes structurelles et des types de violation;
- Adresser au Gouvernement un ensemble de recommandations sur les priorités actuelles et à long terme et sur des mesures précises qui permettraient d'améliorer la protection des droits de l'homme au Yémen.

3. Au vu de la dégradation de la situation des droits de l'homme dans le pays, le Conseil des droits de l'homme a adopté la décision de procédure 17/117 le 16 juin 2011, dans laquelle il a salué l'invitation adressée par le Gouvernement yéménite au HCDH pour conduire une visite dans le pays, et demandé à la Haut-Commissaire de rendre compte au Conseil de sa visite et d'engager un dialogue interactif à ce sujet à sa dix-huitième session.

II. Méthodes de travail

4. La mission d'évaluation au Yémen s'est déroulée du 28 juin au 6 juillet 2011 en étroite collaboration avec le Coordonnateur résident des Nations Unies au Yémen, dont le concours tout au long de la mission a été très apprécié. Le Gouvernement yéménite a facilité le déroulement de la mission, permettant à la délégation de rencontrer de nombreux hauts responsables, notamment le Vice-Président du Yémen, qui a tenu le rôle de Chef d'État en l'absence du Président, le Conseiller spécial du Président, le Ministre des affaires étrangères, le Ministre de l'intérieur, le Ministre de la justice, le Ministre des affaires juridiques qui est également le Ministre des droits de l'homme, le Ministre du tourisme, le Vice-Ministre de la santé, le Ministre en charge des personnes déplacées, le Président du Conseil judiciaire suprême et de la Cour suprême et le Procureur général. La Mission s'est également entretenue avec des dirigeants des partis politiques, des députés, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), des journalistes, des avocats, des médecins, des défenseurs des droits de l'homme, des victimes et des membres de leur famille et l'équipe de pays des Nations Unies. La Mission a été sensible à l'appui offert par

¹ The Government of Yemen had previously invited OHCHR to join a national commission to investigate allegations of human rights violations in the context of ongoing unrest. However, OHCHR had informed the Permanent Representative of Yemen that the independent character of its mandate restricted the ability of the Office to engage in such particular form of direct collaboration with a national inquiry, but had expressed its willingness to consider other forms of support and cooperation.

le Gouvernement yéménite et à l'assistance des organisations de la société civile tout au long de la mission.

5. Dans le cadre de son mandat, la Mission a considéré les «événements récents» et la «situation actuelle des droits de l'homme» comme constitutifs des faits qui se sont déroulés au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 6 juillet 2011. Partant, le présent rapport évoque les événements survenus après le 6 juillet 2011 uniquement s'ils concernent la situation humanitaire au Yémen et fournissent des informations à jour.

6. La délégation s'est rendue à Sanaa, Taïz et Aden, et y a organisé des réunions. Elle a notamment visité les lieux où des manifestations se sont déroulées et où des violences se sont produites, des hôpitaux et des centres de détention. La Mission a également examiné des pièces relatives aux droits de l'homme, dont plus de 6 000 pages de documents, 160 CD, 6 000 photographies et 1 800 vidéos.

7. La documentation a été archivée pour une utilisation ultérieure appropriée.

III. Rappel des faits

A. Contexte politique et évolution récente sur le terrain

8. Le Yémen est le pays le plus pauvre et le plus peuplé de la péninsule arabique. Le chômage est élevé et la corruption est généralement considérée comme un phénomène endémique. Lorsque la République arabe du Yémen et la République populaire démocratique du Yémen se sont unies en 1990, le Président Ali Abdallah Saleh et ses alliés du sud ont amorcé une transition vers la démocratie et un État multipartite, notamment avec la tenue d'élections législatives, présidentielles et locales et la mise en place d'un cadre relativement plus libre pour la société civile et les médias. En 1994, une tentative de sécession du Yémen du Sud a été mise en échec après un bref conflit.

9. Les protestations permanentes du Mouvement pacifique sudiste, connu sous le nom de «Al-Harak»², ont parfois fait des morts, dont le nombre s'élèverait à 100 depuis 2007. Entre 2004 et 2010, dans les gouvernorats du Nord, les Houthis, un groupe armé du mouvement Zaydi Shia, ont engagé des conflits armés successifs contre le Gouvernement, causant des milliers de morts entre 2004 et 2010.

10. Depuis 1992, des groupes islamistes violents lancent des attaques qui ont des répercussions négatives sur le tourisme et les investissements. Dans ce contexte, les efforts du Gouvernement pour faire obstacle au terrorisme ont entraîné des restrictions des droits de l'homme et des libertés³.

11. En 2009, le Gouvernement et une coalition de six partis d'opposition, la Réunion commune des partis, se sont entendus, dans le cadre d'un dialogue national, sur un ensemble de réformes électorales et constitutionnelles. Ce dialogue a cependant été rompu fin 2010. Le 31 décembre 2010, le Conseil des représentants a examiné une série d'amendements constitutionnels portant notamment sur la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans et la suppression du maximum de deux mandats, et introduisant un quota électoral pour les femmes.

² Al-Harak al-Salmi al-Janoubi is the term given to a large coalition of groups which were initially calling for federalism. However, many are now leaning towards secession from the North.

³ CAT/C/SR.952 and CCPR/CO/84/YEM.

12. Les manifestations qui s'en sont suivies, généralement pacifiques, ont été alimentées par les troubles agitant d'autres pays de la région, et attisées par l'arrestation d'une militante le 22 janvier 2011. En février 2011, des sit-in permanents se sont tenus dans plusieurs villes, un nombre grandissant de Yéménites descendant dans la rue, soit pour demander des réformes gouvernementales soit pour soutenir le Gouvernement. Le 2 février 2011, le Président Saleh a annoncé qu'il ne se représenterait pas aux élections et ne souhaitait pas voir son fils lui succéder. Néanmoins, après cette annonce, des manifestants demandant des réformes gouvernementales ont été maintes fois confrontés à des actes de violence qui ont fait un nombre élevé de morts et de blessés. Al-Harak, la Réunion commune des partis et les Houthis se sont unis pour appuyer les revendications de ce qui s'est fait connaître sous le nom de «Révolution populaire de la jeunesse». Par la suite, le Président Saleh a alterné les propositions de nouvelles concessions, y compris des réformes constitutionnelles d'envergure, et la rhétorique menaçante.

13. Le 18 mars 2011, des affrontements à proximité de la place du Changement à Sanaa auraient fait 53 morts et des centaines de blessés. Différentes sources ont confirmé à la Mission qu'elles avaient vu des hommes armés postés sur le toit des immeubles environnants tirer sur les manifestants. Après cela, plusieurs responsables ont démissionné, notamment Huda Al-Ban, Ministre des droits de l'homme, et le Président Saleh a dissous le Cabinet et proclamé l'état d'urgence. Il a également ordonné la fourniture de soins médicaux gratuits à toutes les victimes, y compris les évacuations à l'étranger dans certains cas, ainsi qu'une enquête sur les événements de cette journée. Néanmoins, le départ du Président Saleh et des membres de sa famille présents dans les organes de sécurité du pays est devenu le cri de ralliement des manifestants antigouvernementaux. Un commandant en chef a changé de camp et fait savoir que ses troupes protègeraient le sit-in permanent de la place du Changement.

14. Le 8 avril 2011, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a pris l'initiative de créer un Cabinet d'union nationale, qui demandait au Président de transférer ses pouvoirs au Vice-Président, tandis que des élections, l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle Constitution devaient suivre. En contrepartie, le Président et ses anciens subordonnés bénéficieraient de l'immunité de poursuites. Si de nombreux protestataires se sont opposés à l'offre d'immunité, la Réunion commune des partis a signé l'accord le 21 mai 2011, suivie par des hauts responsables du parti au pouvoir. Il reste que le Président Saleh a maintes fois refusé de signer personnellement le plan du CCG.

15. Après son troisième refus le 22 mai 2011, des combats ont éclaté à Sanaa entre le Gouvernement et la puissante famille Al-Ahmar, soutenue par des partisans membres de tribus. Des résidences et des bâtiments publics ont été gravement endommagés dans les échanges de tirs à l'artillerie lourde et des milliers d'habitants ont été forcés de quitter la ville. La violence s'est rapidement propagée au-delà de Sanaa lorsque les Houthis ont étendu leur contrôle aux régions septentrionales tandis que des groupes islamistes armés prenaient plusieurs villes dans le gouvernorat d'Ayan au sud du pays. Après une émeute et le bref enlèvement d'agents de la sécurité, la place de la Liberté de Taïz a été évacuée de force par services de sécurité le 29 mai 2011. Des tentes ont été brûlées et des dizaines de manifestants ont été tués.

16. Au moment de la visite de la Mission, des tribus voulant protéger les manifestants contrôlaient toujours une partie de Taïz, notamment des bâtiments publics. La délégation a assisté au déploiement de tanks dans la ville et à des pilonnages d'artillerie la nuit.

17. Une nouvelle escalade de la violence s'est produite le 3 juin 2011, lorsqu'une explosion dans la mosquée du palais présidentiel pendant la prière a fait 11 morts et blessé le Président Saleh et d'autres hauts responsables. Les blessés ont été évacués vers l'Arabie saoudite pour y être soignés; plusieurs d'entre eux y sont toujours à l'achèvement du

présent rapport⁴. Un comité mis sur pied par le Gouvernement yéménite enquête actuellement sur les circonstances de l'attaque criminelle.

18. Avant l'attaque du 3 juin 2011, le Président Saleh aurait finalement accepté de signer l'accord du CCG. Il reste que depuis sont départ pour l'Arabie saoudite pour y être soigné, le Vice-Président exerce le pouvoir présidentiel par intérim et le plan du CCG est toujours au point mort, malgré les efforts déployés par la communauté internationale et les Nations Unies pour le relancer.

19. Au moment de la visite de la délégation au Yémen, la situation humanitaire se dégradait déjà. Le sabotage d'une ligne à haute tension, d'un oléoduc et d'une conduite d'approvisionnement en combustible a engendré de grandes difficultés, exacerbées par des coupures d'eau et de gaz domestique. De nombreux Yéménites ont perdu leur emploi et leur source de revenu tandis que les prix des biens de première nécessité s'envolaient.

20. Les autorités yéménites semblaient avoir perdu le contrôle effectif de certaines régions du pays et dans les grandes villes, y compris la capitale, et selon toute apparence, des opposants armés détenaient alors le contrôle de facto de districts entiers⁵.

21. Les craintes se sont généralisées de voir une guerre civile éclater malgré les efforts du Vice-Président et d'autres responsables pour restaurer le calme et établir des contacts avec tous les protagonistes.

B. Forces militaires et de sécurité impliquées dans les attaques

22. Le Gouvernement yéménite en est venu à utiliser toutes les unités armées à sa disposition, depuis l'armée jusqu'aux services de renseignement et de maintien de l'ordre, face aux manifestations, ou pour les actions armées destinées à apporter des changements au régime. L'armée de l'air a participé à des combats contre des groupes armés autour de Sanaa et d'Abyan, tandis que la marine yéménite aurait appuyé les unités terrestres combattant à Abyan au moyen de pilonnages d'artillerie depuis la mer. La Garde républicaine d'élite est déployée sur tout le territoire mais se concentre à proximité des grandes villes. Elle aurait participé à opérations de maintien de l'ordre avec d'autres unités de l'armée. La police militaire assure la sécurité de certains bâtiments publics et a donc parfois participé à des affrontements avec des manifestants.

23. Les deux services de renseignement officiels, la Sécurité politique (*al-amn al-siyassi*) et la Sécurité nationale (*al-amn al-qawmi*) rendent compte directement au Président et opèrent sous une surveillance parlementaire ou judiciaire limitée. La Sécurité politique a pour mission d'identifier et de combattre les crimes politiques et les actes de sabotage et dispose de centres de détention dans tout le pays. La Sécurité nationale a été établie par un décret présidentiel en 2002 et est chargée du contre-terrorisme. Au fil des ans, de nombreux journalistes, militants et défenseurs des droits de l'homme auraient été détenus et torturés dans des centres de détention de la Sécurité nationale.

24. Le Ministère de l'intérieur dirige plusieurs unités de sécurité. Ses forces publiques de sécurité ont participé à des opérations de maintien de l'ordre, utilisant des canons à eau,

⁴ Abdulaziz Abdulghani, speaker of Yemen's Upper House of Parliament, died on 22 August 2011 in Saudi Arabia from injuries suffered during the attack on President Saleh.

⁵ For example, Mission delegates meeting with key opponents in Sana'a and Ta'izz were given military escort to within a few blocks of the meeting places, then handed over to armed elements to escort them to the meeting place. The delegates were also repeatedly warned that the State could not offer them protection if they visited those areas, but they were not prevented from going there.

des matraques, des boucliers en plastique et des bombes lacrymogènes⁶. Le Département d'enquête criminelle participe aux enquêtes et gère les centres de détention provisoire de tout le pays. Les Forces centrales de sécurité sont une unité paramilitaire établie avant la réunion des deux pays, en 1980, qui dispose de sa propre force de frappe antiterroriste et d'unités antiémeutes. Elles sont présentes dans les villes et à la campagne où elles constituent souvent le seul service de maintien de l'ordre.

25. Il existe également une force de réserve tribale officielle, placée sous l'autorité du Ministère de l'intérieur; ses agents, généralement des chefs tribaux, perçoivent un salaire. Cette force de réserve aurait été mobilisée pour combattre les Houthis dans le passé et aurait participé aux récentes manifestations en faveur du Président Saleh.

26. Outre les organes susmentionnés, la Mission a été informée que des individus en civil, appelés *baltaji/baltajiyah*⁷, menaient des actions conjointes avec les forces de sécurité et s'en prenaient aux protestataires avec des matraques et des armes à feu. Certains de ces individus, attrapés par des manifestants, auraient été en possession de documents les rattachant aux organes de sécurité.

27. Au Yémen, des tensions existent non seulement entre le Gouvernement et les nombreuses tribus du pays, mais également entre les tribus elles-mêmes. Compte tenu du grand nombre d'armes disponibles, les tensions entre les tribus et/ou avec le Gouvernement se terminent souvent par des affrontements armés. Les principaux groupes armés non étatiques qui y participent seraient notamment constitués de Houthis et de groupes islamiques, comme Al-Qaida dans la péninsule arabique et Ansar Al-Shari'a. Il a été dit que ces derniers groupes avaient des contacts avec des hauts responsables civils et militaires et bénéficiaient peut-être de leur appui. En outre, plusieurs tribus se sont impliquées dans les conflits locaux ces derniers mois. La Mission a été informée que certaines tribus avaient rejoint l'armée yéménite pour combattre les groupes islamistes tandis que d'autres tribus se battraient contre les Houthis.

C. Cadre juridique international

28. Le Yémen est partie à huit des neufs instruments internationaux fondamentaux relatifs aux droits de l'homme⁸. En examinant la mise en œuvre par l'État des obligations qu'imposent les traités, les organes conventionnels ont constaté que des violations des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels d'une ampleur considérable continuaient d'être commises. Ils se sont également déclarés profondément préoccupés par le peu de progrès accomplis dans la mise en œuvre de leurs observations et recommandations, ainsi que par l'absence de coopération de l'État partie⁹.

29. Le Président Saleh a proclamé l'état d'urgence le 18 mars 2011 et une loi a été votée par le Conseil des représentants le 23 mars 2011, approuvant l'état d'urgence pour une

⁶ Mission delegates were informed about and saw evidence of the use of outdated teargas canisters which may have caused rashes, serious burns and suffocation. Delegates were also told that deployed water cannons were often connected to sewage water systems.

⁷ Sort of "hired vigilantes" would be an approximate translation.

⁸ Yemen is not party to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

⁹ The Committees often refer to "widespread violations" and "continuing violations". CESCR noted that Yemen's report was not complete in its coverage of all the rights covered in the Covenant, and that the State's replies to the list of issues did not provide a systematic response. CAT noted with concern that the conclusions and recommendations addressed to Yemen in 2003 have not been sufficiently taken into consideration.

période d'un mois. On a fait remarquer plusieurs fois à la Mission que les dispositions de la loi n'étaient pas appliquées.

IV. Situation actuelle des droits de l'homme

30. Depuis le début des troubles actuels, diverses violations des droits de l'homme auraient eu lieu dans tout le pays. Nombre de ces allégations portent sur l'utilisation excessive de la force contre des manifestants généralement pacifiques par les forces de sécurité gouvernementales et les services apparentés. D'autres encore concernent des combats impliquant différentes associations de manifestants pro- et antigouvernementaux, des membres de tribus armés, des islamistes armés et/ou des forces de sécurité gouvernementales, dont certains transfuges. Au moment de la rédaction du présent rapport, la Mission n'était pas en mesure d'indiquer précisément le nombre de morts et de blessés car les multiples listes reçues ne font pas toujours la distinction entre ces catégories, sans compter les victimes des affrontements armés et le personnel de sécurité.

31. Cette section présente l'évaluation préliminaire de la Mission quant à la situation des droits de l'homme au Yémen à la lumière des récents événements et au regard des obligations juridiques internationales du pays. Quelques exemples concrets illustrent les conclusions mais il ne s'agit en aucun cas d'une liste exhaustive.

A. Exécutions extrajudiciaires et utilisation excessive de la force

32. Les comptes rendus et les rapports reçus par la Mission font systématiquement état du recours à une utilisation excessive de la force par les forces de sécurité gouvernementales contre les manifestants pacifiques. L'utilisation de balles réelles, de gaz lacrymogènes, de matraques, de pistolets à impulsion électrique (Taser) et de canons à eau polluée a été confirmée. Des hommes armés en civil ou en uniforme ont été vus sur des immeubles ou dans la rue, théoriquement pour viser avec des balles réelles les protestataires se rendant dans des bâtiments publics ou manifestant à l'extérieurs desdits bâtiments. La police aurait été sur place à plusieurs reprises tandis que des manifestants non armés étaient agressés ou pris pour cible par des hommes armés en civil.

33. Il semble que la tension soit montée brusquement lorsque des manifestants pacifiques ont commencé à quitter leurs sit-in pour protester devant des bâtiments publics. Les forces de sécurité, craignant une attaque et le pillage des bâtiments, ont plusieurs fois tiré sur les manifestants; des individus ont manifestement été pris pour cible et abattus.

34. Selon des rapports et des chiffres relatifs au nombre de victimes communiqués à la Mission, l'utilisation de balles réelles pour réprimer les manifestations a commencé à Aden en février 2011, dans la ligne des ripostes des forces de sécurité contre les manifestations organisées par Al-Harak ces dernières années. Par la suite, Sanaa, Taïz, Ibb, Al-Hudaydah, Al-Mukalla, Dhamar, Al-Bayda et d'autres localités ont connu la même violence, à différents niveaux. La Mission n'a pas reçu d'informations quant à des enquêtes approfondies sur l'utilisation excessive de la force par les forces de sécurité.

35. La délégation a reçu des témoignages d'exécutions extrajudiciaires et sommaires pendant les manifestations: Gyab Ali Al-Saadi, le fils d'un responsable du Mouvement pacifique du sud aurait été pris pour cible et atteint par des balles à la poitrine à Aden le 24 juin 2011, alors qu'il tentait de persuader des soldats, appuyés par des chars, de ne pas tirer sur les personnes qui assistaient aux funérailles d'Ahmed Al-Darwish. De même, le véhicule du Général Ali Mohsen Al-Ahmar aurait essuyé des coups de feu tirés par des hommes non identifiés en uniforme militaire après son entrée en dissidence avec son unité, la première division blindée, mais sans être blessé. En outre, des manifestations

d'enseignants et d'étudiants, demandant respectivement des hausses de salaire et le report des examens, auraient dégénéré à Taïz lorsque les Forces centrales de sécurité s'en sont prises aux protestataires, faisant un mort parmi les étudiants. La Mission a été informée par plusieurs sources de l'existence de charniers où étaient enterrés les corps de victimes d'exécutions extrajudiciaires commises par des proches du Gouvernement lors de la répression exercée à Sanaa et Taïz. Il reste que la Mission n'a reçu aucun élément de preuve permettant d'étayer ces allégations.

36. La Mission a reçu des informations détaillées sur les événements du 18 mars 2011 à Sanaa et du 29 mai 2011 à Taïz. Les faits sont vivement contestés, notamment en ce qui concerne les auteurs et le nombre de victimes. Certains interlocuteurs et documents ont affirmé que chacune de ces journées avait fait plus de 50 morts. Il a été porté à la connaissance de la Mission que de nombreuses victimes et/ou leur famille refusaient de coopérer avec les enquêteurs des institutions gouvernementales, car elles ne croyaient plus en leur impartialité et légitimité. La Mission a été avertie que 78 personnes seront jugées suite aux événements du 18 mars 2011 à Sanaa, et que l'enquête sur les événements du 29 mai 2011 à Taïz est en cours. Le Gouvernement n'a pas fourni de renseignements sur le nombre de personnes, parmi les 78 inculpés, qui font partie des services de sécurité.

37. Par ailleurs, dans des déclarations faites à la Mission, le Gouvernement a souligné que les forces de sécurité avaient reçu l'ordre du Président Saleh de faire preuve de retenue et d'utiliser des armes à feu uniquement en dernier ressort. Selon le Gouvernement, les forces de sécurité ont utilisé des canons à eau et du gaz lacrymogène pour disperser des rassemblements présumés illicites et violents, faisant un grand nombre de morts et de blessés parmi les forces de sécurité et les civils. Des manifestants ont été inculpés d'agressions, de jets de pierres et de tirs à balles réelles sur les forces de sécurité, d'autres civils et des partisans du Gouvernement. Ce dernier a également prétendu que les protestataires, généralement liés à la Réunion commune des partis, avaient détruit, saccagé, pillé des biens publics et privés après y être entrés par effraction.

38. Le Ministère de la santé a établi une commission qui, après avoir examiné un petit nombre de patients dans les hôpitaux et des bombes lacrymogènes usagées, a conclu que les gaz utilisés par les forces de sécurité gouvernementales étaient inoffensifs.

B. Arrestations et détentions arbitraires

39. De multiples sources, y compris des membres de la famille de victimes, ont évoqué des centaines de cas de détention illicite et de disparition. Beaucoup ont indiqué que les procédures applicables, à savoir l'obligation d'informer les procureurs des arrestations, avaient été négligées, et d'autres ont signalé que des détenus étaient transférés d'un centre de détention à un autre et que les décisions des juges de libérer les individus ou de les transférer vers une autre ville pour être jugés étaient rarement appliquées. La Mission a reçu des listes de noms de personnes a priori arrêtées et détenues arbitrairement, mais elle ne peut en donner un nombre exact. Au cours d'une visite de cellules de détention organisée par la Sécurité politique à Sanaa, la Mission a rencontré des détenus yéménites et étrangers qui, après des mois, voire des années de prison, n'avaient jamais été mis en examen ou déférés devant un juge.

40. La Mission a interrogé plusieurs responsables sur le cas d'Hassan Baoom, une personnalité du Mouvement pacifique du sud, qui aurait été enlevé à l'hôpital d'Al-Naqeeb le 20 février 2011, et de son fils Ahmed, placé en détention alors qu'il était à la recherche de son père. La délégation a reçu l'assurance que les deux étaient en vie et qu'Hassan Baoom était malade et soigné comme il se doit. Elle a noté avec préoccupation que ni la famille ni un avocat n'avait pu voir l'un ou l'autre depuis des mois et qu'on ne disposait d'informations ni sur le lieu où ils se trouvaient ni sur les charges retenues contre eux.

41. La Mission a appris lors de ses réunions que des détentions arbitraires dues au département d'enquête criminelle et à la Sécurité politique avaient été signalées au parquet. Néanmoins, on ne disposait d'aucune information quant à une enquête, des poursuites ou des mesures disciplinaires éventuelles contre les auteurs présumés. Le Procureur général de Taïz a indiqué qu'il visitait régulièrement la prison centrale pour s'assurer de l'absence de détentions arbitraires. La Mission a été informée que des visites analogues avaient lieu à Aden. Elle n'a pas pu vérifier si les procureurs avaient accès à tous les lieux de détention.

42. La délégation a également eu des informations de première main sur l'existence de centres de détention privés placés sous le contrôle de certains des groupes armés de l'opposition, mais elle n'a pas pu établir avec certitude le nombre de personnes qui y sont détenues.

C. Torture et autres formes de mauvais traitement

43. La Mission a reçu des allégations relatives au recours à la torture et à des traitements cruels, inhumains ou dégradants contre des civils par plusieurs services de sécurité gouvernementaux. Dans l'un des cas, la Mission a entendu parler d'actes de torture commis sur trois individus à Aden pendant les événements. Deux d'entre eux seraient décédés tandis que le troisième a déclaré avoir été frappé avec des fusils et électrocuté par ses bourreaux qui auraient écrasé des cigarettes sur son corps et tenté de le suspendre au plafond. La Mission n'a pas reçu d'informations quant à une enquête ou des poursuites contre les auteurs de ces violations.

44. Il semble que des actes de torture aient été également commis par des opposants. En particulier, la Mission a rencontré un jeune poète torturé par des opposants au Gouvernement en mai 2011. Il a été relâché après qu'on lui a coupé la langue pour avoir vanté les mérites du Président. De même, des ecclésiastiques qui avaient fait l'éloge du Président auraient été victimes d'actes de harcèlement, de menaces, d'agressions et/ou de dégradations de leurs biens.

D. Droit à un recours effectif et au principe de responsabilité

45. Dans bien des cas, les victimes, les membres de leur famille et les avocats qui ont rencontré la Mission ont indiqué qu'ils n'avaient aucune confiance dans les institutions judiciaires du pays, au point de s'abstenir de porter plainte ou de coopérer avec les enquêteurs. Le Procureur général de Taïz a confirmé à la Mission que cette attitude avait bien sûr une incidence négative sur ses efforts pour enquêter sur les événements du 29 mai 2011 place de la Liberté. La délégation a reçu de multiples plaintes concernant le manque d'indépendance et de professionnalisme de l'appareil judiciaire yéménite. En outre, les agents de la sécurité ne se conformeraient pas toujours aux décisions du Procureur ou des juges. La Mission a noté que le Procureur général, qui avait engagé l'enquête sur les événements du 18 mars à Sanaa, et s'était personnellement rendu place du Changement pour demander une coopération, avait ensuite été démis de ses fonctions et nommé à un poste de conseiller judiciaire.

46. Une liste de mesures disciplinaires prises à l'encontre de personnels des Forces de sécurité centrale entre 2004 et 2011 a été remise à la Mission par leur direction. Elle cite notamment l'affaire de sept auteurs d'infractions mineures en 2011, aucune n'ayant trait à des détentions arbitraires, des actes de torture ou l'usage excessif de la force. Le Ministère de l'intérieur a signalé que quatre membres du personnel de sécurité d'Aden devaient comparaître devant le conseil disciplinaire de Sanaa pour la violation de règles et de procédures le 1^{er} mars 2011; aucun détail sur le résultat n'a été fourni. Sept agents et six

individus auraient fait l'objet d'une enquête pour le non-respect de règles et deux agents purgent une peine depuis janvier 2011. En outre, plus de 150 agents de la sécurité ont eu à répondre d'une accusation devant les tribunaux militaires, mais la Mission n'a pas été informée de la nature des chefs d'accusation.

47. Ni la Sécurité nationale ni la Sécurité politique n'ont donné de renseignements sur les procédures disciplinaires internes, ou sur le personnel faisant l'objet de poursuites ou traduit en justice. Des copies des plaintes déposées auprès du Procureur général et du département d'enquête criminelle ont été remises à la Mission, mais aucune information n'a filtré sur les enquêtes internes ou criminelles ou sur les poursuites engagées. Exception faite des victimes des événements du 18 mars 2011 à Sanaa, dont les familles ont été indemnisées sur ordre du Président Saleh, la Mission n'a pas eu connaissance d'éventuelles mesures concrètes visant à offrir des voies de recours à d'autres victimes de graves violations des droits de l'homme commises pendant la récente période de troubles.

E. Liberté d'expression et d'opinion

48. Selon des sources fiables, les journalistes sont particulièrement visés depuis le début des événements actuels. Il semblerait qu'au moins un journaliste ait été tué à Sanaa le 18 mars 2011, 68 autres blessés, 27 arrêtés, 31 menacés et 15 ont vu leur matériel professionnel confisqué. En outre, on aurait dénombré 52 incidents relatifs à la saisie de publications, au piratage ou à la suspension de sites Web¹⁰. Les contrats d'un grand nombre de journalistes employés par des médias publics auraient été résiliés après leur participation à des manifestations antigouvernementales. Le 24 mai 2011, le siège de l'Agence de presse yéménite Saba a été endommagé lors d'affrontements à Sanaa. Le lendemain, le siège de la chaîne de télévision Suhail TV, dont le propriétaire est un opposant au régime, a été attaqué. Plusieurs services du réseau de télécommunication Sabafone, aux mains du même propriétaire, ont été perturbés sur ordre du Ministère des communications.

49. La Mission a eu connaissance d'agressions et d'expulsions à l'encontre de journalistes étrangers. Des informations précises communiquées à la délégation font état de l'arrestation et du passage à tabac de membres d'au moins cinq organes de presse internationaux. De plus, le 24 mars 2011, les bureaux d'Al-Jazeera au Yémen ont été fermés et les licences de leurs reporters retirées sur décision du Procureur général.

50. De manière générale, la Mission a constaté une réduction du champ de la liberté d'expression, plusieurs défenseurs des droits de l'homme et témoins majeurs de violations ayant choisi de demeurer hors des frontières ou de se réfugier dans des villages reculés. La répétition des menaces proférées contre les médias publics, les campagnes de harcèlement, les descentes au domicile des militants et les pillages témoignent de la montée de l'intolérance et des risques accrus encourus par ceux qui expriment des opinions politiques et défendent les droits de l'homme.

51. Plusieurs interlocuteurs ont attesté que des étudiants avaient été sanctionnés, menacés ou expulsés pour avoir exprimé des opinions antigouvernementales et que des enseignants avaient été appelés au boycott par des collègues ou des manifestants. La Mission a également reçu des informations sur des manifestations à l'université de Taïz et sur l'agression présumée du Président de l'université par un responsable de la Garde républicaine. En l'espèce, la victime a nié les faits, bien que plusieurs sources aient indiqué que cela était peut-être dû à des pressions dont il aurait fait l'objet.

¹⁰ This account is not exhaustive.

F. Liberté de circulation

52. La liberté de circulation a été considérablement restreinte au cours des troubles récents. Des routes ont été coupées par les manifestants ou les forces de sécurité gouvernementales, rendant la circulation difficile aux habitants, ou l'accès à certaines zones. En raison des fréquentes manifestations émaillées de heurts, il était devenu périlleux pour la population de vaquer à ses occupations quotidiennes et pour les jeunes, notamment les filles, de fréquenter l'école.

53. La fourniture de carburant pour les véhicules a également été restreinte, et des voyageurs auraient été arrêtés aux postes de contrôle des forces de sécurité et parfois empêchés de quitter des villes ou d'y entrer.

G. Droit à un niveau de vie décent

54. De nombreux interlocuteurs ont souligné la dégradation des conditions de vie – dans un pays où plus d'un tiers de la population vivait déjà en dessous du seuil de pauvreté avant les troubles¹¹ –, la hausse du chômage et l'accélération de l'inflation, malgré une croissance continue du PIB¹². La Mission a constaté de longues files d'attente aux stations-services et peu de circulation sur les routes en raison du manque de carburant. Les difficultés de transport ont pénalisé l'économie et entraîné une pénurie de gaz domestique et d'autres produits et denrées de première nécessité. La quantité de carburant vendue aux stations-services étant très faible, le prix au marché noir a été multiplié par 567 par rapport au prix officiel et les denrées alimentaires de base ont augmenté en moyenne de 43 %¹³. Les coupures de courant qui ne peuvent être exclusivement attribuées aux actes de sabotage ont encore aggravé les difficultés de la population¹⁴. Des entreprises ont dû fermer ou licencier des milliers de salariés. La Mission a été informée que des véhicules de collecte des ordures avaient été volés à Taïz, entraînant des mauvaises conditions d'hygiène dans toute la ville.

55. Dans la campagne de Taïz, des personnes armées auraient pillé du matériel agricole et les paysans pâtissent de la pénurie de carburant qui les empêche de pomper de l'eau ou d'expédier leurs produits au marché.

56. Plusieurs interlocuteurs considéraient que les perturbations dans les communications, la fourniture d'électricité et de carburant et la circulation étaient provoquées par le Gouvernement pour exercer une répression collective, dans l'objectif de faire porter à l'opposition la responsabilité de la ruine du pays et des difficultés de la population. Inversement, les responsables des pouvoirs publics ont accusé l'opposition d'avoir saboté un oléoduc et une ligne à haute tension pour discréditer le Gouvernement.

H. Droit à la santé

57. La Mission a été informée par le Ministère de la santé et l'Organisation mondiale de la santé que tout était mis en œuvre pour garantir l'accès aux soins de santé de toute la population et que la distribution des médicaments, même dans des secteurs non contrôlés

¹¹ United Nations Development Programme, Yemen Poverty Assessment Report 2007.

¹² See World Bank indicators on GDP growth, available at <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG/countries/1W?display=default>.

¹³ See OCHA, Yemen Humanitarian Emergency – Situation Report No. 5, 25 July 2011, available at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full_report_182.pdf.

¹⁴ The Mission was repeatedly told that its visit coincided with a significant improvement in the power service, which apparently ended as soon as it left.

par le Gouvernement, était assurée. Là encore, les coupures d'électricité ont pénalisé le secteur de la santé: de nombreux établissements médicaux n'ont pas de générateurs ou ne disposent pas de quantités suffisantes de combustible pour fonctionner correctement. Des interlocuteurs ont souligné que des appareils de maintien en vie nécessitant des sources fiables d'énergie ne pouvaient plus fonctionner. Des professionnels de la santé ont imputé la mort d'au moins 21 patients à ces coupures. La crise du combustible et de l'électricité a également entravé la fourniture de vaccins et la restriction de la circulation a empêché le personnel médical d'accéder à certaines zones rurales. Certains estiment que nombre de nourrissons seront privés de vaccination si la situation perdure.

58. Plusieurs affaires attestées indiquent que les forces de sécurité du Gouvernement ont empêché des manifestants blessés de se rendre à l'hôpital ou ont refusé l'accès à des médecins et des ambulances. A Sanaa, la Mission a rencontré quatre femmes médecins qui ont rapporté que les Forces centrales de sécurité avaient stoppé l'ambulance dans laquelle elles se rendaient à l'hôpital et les avaient retenues pendant plusieurs heures. Un autre médecin a témoigné que l'ambulance dans laquelle il soignait des patients blessés lors d'une manifestation avait essuyé des tirs et un conducteur d'ambulance a certifié que le personnel de sécurité avait tiré sur son véhicule, faisant deux morts, puis l'avait enlevé et avait confisqué l'ambulance. Ces deux derniers incidents se sont déroulés à Sanaa.

59. La Mission a reçu des informations sur les événements du 29 mai 2011 à Taïz, au cours desquels l'antenne sanitaire de la place de la Liberté, installée dans une mosquée, et l'hôpital Al-Safwa – les deux ont reçu la visite de la Mission – auraient été assaillis et saccagés. Dans les deux cas, le matériel essentiel a été détruit ou pillé et les patients sous appareil de maintien en vie ont été évacués de façon expéditive sans les précautions requises, exposés ainsi à un réel danger.

I. Droit à l'éducation

60. De nombreuses écoles des grandes villes yéménites ont été forcées de fermer pendant de longues périodes, soit parce que les enseignants ou les élèves faisaient grève soit parce que les élèves avaient dévasté l'école et tenté de forcer les autres à se joindre aux manifestations. En particulier, les bâtiments du Ministère de l'éducation à Abyan, Taïz et Aden ont été saccagés tandis que le personnel subissait des actes de harcèlement et des menaces. A Aden, des écoles ont été transformées en abris temporaires pour les personnes déplacées d'Abyan, ce qui perturbait les cours.

J. Autres questions particulièrement préoccupantes

Femmes

61. Les femmes ont activement participé aux manifestations pro et antigouvernementales, y compris à leur tête. Selon les informations reçues, des femmes militantes et journalistes ont été harcelées, menacées et arrêtées. Certaines femmes auraient fait l'objet de harcèlement verbal et de violences sur les places publiques et les sit-in pour avoir participé aux mouvements pro- ou antigouvernementaux. Des hommes de la famille de militantes ont reçu des appels téléphoniques leur demandant de «contrôler» leurs filles ou leurs sœurs.

62. La Mission a noté que dans sa déclaration du 14 avril 2011, le Président Saleh s'était exprimé contre la mixité des hommes et des femmes sans lien familial dans les manifestations. Sa déclaration a été suivie d'importantes manifestations de femmes à Sanaa et ailleurs, protestant contre ce qu'elles considéraient comme la volonté du Président de restreindre leurs droits de participer aux réunions pacifiques et aux affaires publiques.

63. La délégation s'est rendue sur le lieu d'une de ces manifestations et a constaté que la plupart des femmes présentes préféraient se tenir dans une zone réservée aux femmes et aux enfants. Les femmes réfugiées font également face à un risque accru de violence sexiste du fait de l'absence d'ordre public.

Enfants

64. La Mission a reçu de nombreux signalements de violations des droits de l'enfant. Les enfants auraient été victimes des mêmes actes d'extrême violence que beaucoup d'adultes, et même exécutés¹⁵, blessés, asphyxiés au gaz, torturés, placés en détention arbitraire et/ou enrôlés par les forces de sécurité. Des enfants ont été forcés de quitter l'école, utilisés dans les manifestations, tués, blessés et déplacés à cause des combats.

65. Au moins 63 enfants auraient été tués au moment de la visite de la Mission et beaucoup plus auraient été blessés. Des enfants ont été tués par balles, mais aussi par des tirs de mortier et d'artillerie qui visaient leur maison ou le véhicule dans lequel ils se trouvaient. Les violations les plus courantes à l'encontre d'enfants ont été des asphyxies dues à l'exposition aux gaz utilisés par les forces de sécurité. La Mission a reçu des vidéos attestant ces faits. De plus, elle a maintes fois entendu parler de cas de torture d'enfants et reçu des photographies d'un garçon de 15 ans portant des traces de tels actes. Un autre garçon aurait été violé par les forces de sécurité gouvernementales à Aden en avril 2011, après que sa mère les avait accusées d'avoir tué un civil.

66. De nombreux interlocuteurs ont déclaré que des enfants avaient participé directement aux actes de violence, ayant été vus en uniforme patrouillant dans les rues, en service aux postes de contrôle gouvernementaux ou participant à la recherche de manifestants. La Mission a rencontré un adolescent qui était soigné à l'hôpital pour des blessures infligées alors qu'il servait dans les forces gouvernementales.

67. La délégation a également rencontré des enfants orphelins dont l'un ou les deux parents étaient décédés à la suite d'actes de violence. Certains avaient souvent assisté directement à des scènes d'une violence extrême.

68. Plus généralement, les enfants ont souffert des conséquences de la pénurie d'eau, de combustible et de gaz domestique et de l'absence du service d'enlèvement des ordures.

Communauté Mohamasheen

69. La Mission a été informée que des membres de la communauté Mohamasheen de Taïz s'exposaient à la destruction de leurs maisons et entreprises s'ils ne participaient pas aux manifestations. Deux adolescents de 17 et 14 ans auraient été agressés et passés à tabac parce que leur famille soutenait le Gouvernement. Deux hommes et un autre garçon de la communauté auraient été enlevés et frappés au moyen de câbles électriques. Un membre de la communauté a informé la Mission qu'aux dernières élections les autorités avaient mobilisé la communauté pour soutenir le Gouvernement, faisant d'elle une cible pour les manifestants.

Personnes déplacées

70. Des estimations¹⁶ font état de quelque 400 000 personnes déplacées au Yémen, dont plus de la moitié en raison du conflit préexistant avec les Houthis dans le nord. La Mission

¹⁵ The Mission was informed that some 26 children had lost their lives following their alleged participation in anti-government protests.

¹⁶ OCHA, Yemen Humanitarian Emergency – Situation Report No. 6, 3 August 2011, available at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/fullreport_77.pdf.

a reçu des informations qui font état de centaines de personnes déplacées arrivant quotidiennement à Aden depuis mai 2011. Quelque 9 500 personnes ont été déplacées à Arhab, et certaines vivent actuellement dans des grottes. Les combats qui se sont déroulés à Sanaa pendant trois semaines auraient déplacé environ 9 000 personnes. La Mission a eu connaissance d'agressions par l'armée, l'aviation et des unités navales contre des personnes déplacées à Abyan; elle s'est entretenue avec des rescapés de ces attaques à l'hôpital Al-Naqeeb d'Aden, parmi lesquels des femmes et des enfants.

Réfugiés

71. Malgré sa pauvreté, le Yémen ne s'est jamais départi de sa politique généreuse d'accueil de réfugiés somaliens auxquels il continue d'accorder d'emblée le statut de réfugié. Le 15 juillet 2011, il a été indiqué que plus de 4 000 réfugiés de la corne d'Afrique, dont certains avaient été accueillis par le Yémen il y a une vingtaine d'années, avaient été déplacés en raison des affrontements à Sanaa, Taïz, Abyan et Lahj. Ces réfugiés avaient déjà souffert des difficultés économiques du pays, beaucoup d'entre eux ne pouvant plus se prendre en charge, et demandaient d'être emmenés dans un camp géré par le HCDH. En juillet 2011, des réfugiés cherchant à être relogés ont assiégé le bureau du HCDH de Sanaa¹⁷.

V. Conclusions et recommandations

72. La Mission a globalement constaté que de nombreux Yéménites demandant pacifiquement plus de libertés, la fin de la corruption et le respect de l'état de droit étaient confrontés à l'usage excessif et disproportionné de la force meurtrière par l'État. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers ont été blessées, voire mutilées.

73. En mars 2011, 53 personnes auraient été tuées place du Changement à Sanaa, entraînant la démission de plusieurs ministres et responsables, ainsi que la défection du Général Ali Mohsen Al-Ahmar, qui a promis d'envoyer ses troupes protéger les manifestants pacifiques occupant la place. Au cours de nouveaux troubles en mai 2011, après une émeute et le bref enlèvement d'agents de la sécurité, la place de la Liberté de Taïz a été évacuée de force par les services de sécurité du Gouvernement. Des tentes ont été brûlées et des dizaines de manifestants ont été tués. Des tribus voulant protéger les manifestants ont déployé des partisans armés vers la place et occupé certains bâtiments publics.

74. Le tableau qui se dégage des grandes villes est celui d'affrontements isolés mais parfois liés. Des manifestants pacifiques demandent des changements, comme d'autres le font dans d'autres régions, tandis qu'une lutte de pouvoir acharnée se joue entre le Président Saleh et ses partisans d'une part, et des groupes d'opposition armés, y compris certains liés à Al-Qaida, d'autre part. En outre, des opposants politiques, y compris des transfuges récents, renoncent publiquement à utiliser la violence et cherchent une solution pour apporter des changements au régime.

75. Le Gouvernement et certains de ses opposants armés ont tenté de se poser en protecteurs de la population civile, chaque partie rendant l'autre responsable des souffrances et des difficultés qui affectent le pays. Toutes les parties sont sans doute

¹⁷ OCHA, Yemen Humanitarian Emergency – Situation Report No. 4, 15 July 2011, available at http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Full_Report_1728.pdf.

coupables d'utiliser et de tromper les manifestants pacifiques et la population civile dans cette lutte de pouvoir de plus en plus violente.

76. La Mission a constaté que le Gouvernement yéménite avait perdu le contrôle effectif de certaines parties du pays et des grandes villes où des opposants armés semblaient avoir le contrôle de facto. Elle a également observé que certains de ceux qui cherchaient à prendre le pouvoir ou à s'y maintenir cherchaient délibérément à réprimer la population civile et à lui causer de graves difficultés en coupant l'accès aux services de base comme l'électricité, le combustible et l'eau. La Mission a pris acte du risque de voir les manifestations se radicaliser et la violence s'installer en riposte à l'usage abusif de la force meurtrière du Gouvernement, ainsi que de la participation croissante et des actes d'intimidation d'éléments armés parmi les manifestants. Il reste que les manifestants ont cherché à maintenir un caractère pacifique, malgré le nombre élevé de morts et de blessés graves enregistré à ce jour.

77. Pour des raisons de calendrier et de sécurité, la Mission n'a pas pu se rendre à l'extérieur des trois grandes villes que sont Taïz, Sanaa et Aden, et, partant, n'a pas pu évaluer le niveau de violence dans des zones comme Abyan, Arhab ou Saada.

78. Si la Mission reconnaît qu'il incombe au Gouvernement d'assurer l'ordre public, elle estime que ceci devrait se faire dans les limites du droit international. Rien ne peut justifier le recours précipité à l'usage excessif de la force meurtrière et des armes lourdes, en particulier le déploiement de chars dans les villes pour réprimer des manifestations de rue ou évacuer des sit-in.

79. La Mission s'est inquiétée de la dégradation de la situation humanitaire qui touche la majorité de la population, mais surtout les plus pauvres et les plus vulnérables, comme les enfants, les personnes déplacées et les réfugiés. Des actes de sabotage isolés ne peuvent justifier toutes les souffrances constatées par la Mission, ou qui lui ont été rapportées, dans tout le pays, et il ne faudrait pas refuser l'accès à l'électricité, au combustible, au gaz domestique, à l'eau et à d'autres services de base pour réprimer l'ensemble de la population.

80. Tout en prenant acte des instructions données par le Président Saleh de faire preuve de retenue lors des manifestations, la Mission conclut que dans nombre de cas, ces instructions n'empêchaient pas des ripostes meurtrières des forces de sécurité gouvernementales et de leurs partenaires.

81. La Mission conclut également que les forces de sécurité gouvernementales ne sont ni formées ni équipées convenablement pour s'acquitter de leurs fonctions d'une manière conforme aux obligations internationales en matière de droits de l'homme incombant au Yémen.

82. En outre, leur action semble à ce jour avoir, dans une large mesure, échappé à un système interne ou judiciaire de responsabilité. Dans ce contexte, la force est devenue l'instrument utilisé par le Gouvernement contre la population qui exprime ses aspirations à des réformes.

83. Le principe de responsabilité et la fin de la corruption sont des défis majeurs au Yémen. La Mission se préoccupe tout particulièrement du fait qu'aux yeux de bien des Yéménites, le système judiciaire souffre d'un déficit de crédibilité et de légitimité.

84. La Mission estime que les demandes d'enquêtes et de poursuites resteront lettre morte si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour garantir l'indépendance et l'intégrité du système judiciaire et lui allouer des ressources suffisantes. Cela signifie également de permettre aux magistrats d'exercer leur rôle de supervision sur tous les organes de sécurité et leurs centres de détention.

85. D'autres mesures seront nécessaires pour restaurer la confiance des citoyens dans les pouvoirs publics et rétablir l'état de droit dans le pays. Il faudra notamment élaborer des programmes nationaux de réparation pour les victimes et des programmes de réforme institutionnelle et judiciaire privilégiant le secteur de la sécurité.

86. Se fondant sur les conclusions de la Mission, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a formulé les recommandations suivantes. La réussite de leur mise en œuvre peut requérir l'appui technique et financier de la communauté internationale, qui doit pleinement tenir compte des aspirations de la population yéménite et être en phase avec les efforts du Yémen pour établir un État inclusif, responsable, démocratique et juste.

87. En outre, compte tenu du manque de confiance à l'égard du système judiciaire quant à la conduite d'enquêtes impartiales sur les violations des droits de l'homme liées aux mouvements pacifiques de protestation, il convient de diligenter des enquêtes internationales, indépendantes et impartiales.

88. Le Gouvernement yéménite devrait:

a) Prendre des mesures immédiates pour mettre fin aux attaques contre des civils et des cibles civiles par les forces de sécurité, dans le plein respect des obligations du Yémen en vertu du droit international des droits de l'homme. En particulier, les armes à feu et la force meurtrière ne devraient être utilisées qu'en dernier recours lorsque des vies sont directement menacées;

b) Libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers détenus pour avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et de réunion et qui n'ont été inculpés d'aucun délit; publier une liste officielle des noms de tous ceux qui ont été arrêtés et inculpés de délits liés aux récentes manifestations, précisant la date de leur arrestation, le lieu de détention et les charges retenues contre eux; prendre des mesures immédiates pour que toutes les personnes détenues pour des délits puissent bénéficier de toutes les garanties d'un procès équitable dès l'instant de leur placement en détention, notamment les droits d'être informées des inculpations, de consulter rapidement un avocat, d'informer un membre de la famille de leur détention et de comparaître devant un juge dans un délai raisonnable, conformément aux normes internationales. L'accès des procureurs à tous les lieux de détention devrait être garanti;

c) Lancer des enquêtes transparentes et indépendantes, conformément aux normes internationales pertinentes, sur les allégations crédibles de violations graves commises par les forces de sécurité gouvernementales, parmi lesquelles l'exécution de civils, l'usage excessif de la force contre des civils, les détentions arbitraires, les actes de torture et les mauvais traitements; faire en sorte que les auteurs répondent de leurs actes;

d) Offrir une réparation aux victimes et/ou aux familles qui ont subi un préjudice, notamment des pertes de vies humaines ou des blessures dues à des actes illicites des forces de sécurité gouvernementales ou de leurs partenaires;

e) Prendre des mesures immédiatement pour mettre fin à l'utilisation et au recrutement d'enfants; démobiliser ceux qui sont déjà enrôlés et coopérer avec les Nations Unies pour les réintégrer dans leur communauté;

f) S'abstenir de toute mesure qui priverait la population des services de base tels que l'électricité, le combustible et l'eau, et prendre d'urgence des dispositions pour rétablir les services de base et les fournitures de première nécessité, en

particulier l'électricité, le combustible, l'eau, les fournitures médicales, les établissements de santé et d'enseignement;

g) Adopter et mettre en œuvre d'urgence un programme global destiné à assurer la protection de toutes les personnes touchées par le conflit prolongé dans la province septentrionale de Saada, en particulier les personnes déplacées;

h) Renforcer la coopération avec les Nations Unies, notamment en mettant en œuvre les recommandations formulées par les organes conventionnels, issues de l'Examen périodique universel ou émanant des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales; en adressant une invitation permanente aux responsables de l'examen de questions thématiques au titre des procédures spéciales; en ratifiant la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Statut de Rome; en mettant en œuvre les recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé (A/59/695-S/2005/72);

i) Renforcer la coopération avec le HCDH et rechercher des moyens à cette fin;

j) Accélérer la création d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris, comme il en a été convenu lors de l'Examen périodique universel de 2009;

k) Prendre des mesures pour préserver les avancées des femmes au cours des mois écoulés en termes de participation publique et les traduire en réalisations pérennes par l'adoption d'un amendement constitutionnel introduisant un quota pour les femmes aux élections législatives;

l) Prendre immédiatement des mesures pour corriger les disparités des conditions de vie et d'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et aux structures d'aide sociale, en particulier celles qui concernent les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées sur l'ensemble du territoire.

89. S'agissant de rétablir la paix et l'ordre public, tous les groupes d'opposition armés devraient:

a) Enlever toutes les armes, des armes à feu de petit calibre aux lance-roquettes, des lieux publics où se tiennent des manifestations pacifiques, telles que sit-in et défilés, et veiller à ce qu'aucun de leurs partisans ou des individus placés sous leur commandement n'ouvre le feu dans des manifestations pacifiques, exposant ainsi les manifestants à un risque de riposte;

b) Veiller à ce qu'aucun mineur de moins de 18 ans, qu'il s'agisse de leurs partisans ou de personnes placées sous leur commandement, ne participe à des activités de contrôle de sécurité ou de protection des manifestants;

c) Mettre fin à tous les actes de violence, au harcèlement, aux menaces et à toutes les tentatives d'intimidation à l'égard des manifestants qui expriment des points de vue opposés;

d) Libérer tous les civils se trouvant dans des centres de détention sous le contrôle de l'opposition;

e) Reconnaisant que les pénuries de combustible, d'eau et d'électricité sont et ont été à l'origine de situations critiques, y compris de plusieurs décès, pour des civils innocents, s'abstenir de prendre pour cible des fournisseurs de services essentiels à la population civile;

f) Coopérer à la réalisation des enquêtes sur les violences qui ont pu être commises par des hommes armés sous commandement de l'opposition et mettre en place des mesures administratives disciplinaires transparentes conformes aux normes internationales des droits de l'homme pour garantir que les personnes placées sous leur commandement répondent de leurs actes.

90. La communauté internationale devrait:

a) Inviter toutes les parties au Yémen à s'abstenir de recourir à la violence et à régler leurs différends politiques dans le cadre d'un dialogue ouvert, transparent et global;

b) Reconnaissant que dans le climat actuel de violence et de contre-violence qui règne au Yémen, les enquêtes sur les excès et les abus commis par les soldats, les services de sécurité ou leurs partenaires ne peuvent être considérées comme crédibles ou objectives par la population, veiller à l'ouverture d'enquêtes internationales indépendantes et impartiales sur les incidents à l'origine d'un grand nombre de tués et de blessés;

c) Répondre à la demande d'aide humanitaire et fournir un appui financier au plan d'intervention humanitaire au Yémen pour 2011.
